

LOUIS CHAUVEL

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

Essai sur la société des illusions

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

On trouvera des compléments empiriques et méthodologiques aux graphiques présentés dans l'ouvrage sur <<http://www.louischauvel.org/spirale.html>>.

ISBN 978-2-02-107284-6

© Éditions du Seuil, septembre 2016

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Introduction
Sociologie d'un monde
en déconstruction

« Inutile de dire qu'une civilisation qui laisse insatisfaits un si grand nombre de ses membres et les pousse à la rébellion n'a pas d'espoir de se maintenir durablement, et d'ailleurs ne le mérite pas. »

Sigmund Freud, *L'Avenir d'une illusion*, 1927 (trad. Bernard Lortholary, Seuil, 2011).

Sombre avenir. Nos sociétés refusent de regarder leurs maux en face, préférant ignorer pour l'instant des souffrances qui pourraient bientôt empirer avant de nous emporter. Cet ouvrage établit un diagnostic désagréable : le creusement des inégalités, évident si nous considérons le rôle du patrimoine, conduit une partie des classes moyennes et des générations nouvelles à suivre les classes populaires sur la pente de l'appauvrissement, entraînant une spirale générale de déclassement. Particulièrement visible en France, ce processus condamne à terme l'idéal de société qui fut le nôtre, celui d'une « civilisation de classe moyenne » confiante dans sa capacité de transmettre aux générations suivantes un monde en progrès. Il ne s'agit pas ici de s'apitoyer sur les inégalités nouvelles porteuses de glissements de terrain au bas de l'édifice social, mais d'en comprendre les mécanismes¹. Nous devons saisir le

1. « Je me suis soigneusement abstenu de tourner en dérision les actions humaines, de les prendre en pitié ou en haine ; je n'ai voulu que les

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

sens et les conséquences de la reconstitution de la verticale du pouvoir socio-économique – ce que d'autres appellent la pyramide sociale – qui avait été aplanie au temps de la croissance rapide et de la société salariale : les inégalités naguère fluidifiées se recristallisent désormais en masse. Il faut sonder les dimensions constitutives de la repatrimonialisation, ce processus de reconstitution de l'accumulation de richesses qui radicalise les écarts entre héritiers protégés par leurs espérances patrimoniales et simples détenteurs de diplômes dépréciés sur le marché de l'emploi. La fracture des générations ne s'oppose pas ici aux inégalités de classes puisque les deux dynamiques se renforcent et font système.

Les changements d'échelle de notre monde sont des phénomènes sourds et invisibles, et pourtant d'une lourde signification pour ceux qui les vivent. Pour ne prendre qu'un exemple, en termes d'inégalités dynamiques, au rythme de croissance d'alors, les ouvriers des années 1950 étaient situés à trente ans d'intervalle du niveau de vie des cadres, alors qu'en 2013 ils sont distants de plus d'un siècle. Ces phénomènes presque aussi insensibles que la dérive des continents laissent présager les cataclysmes de ce siècle, autrement dit l'éclatement des tensions sociales que les évolutions en cours aiguïssent inexorablement.

Ce travail n'est pas un exercice de prospective, il s'intéresse à un processus déjà engagé, difficile à enrayer, certainement, mais qui devrait devenir une fatalité si nous persistons à l'ignorer. Ce processus concerne avant tout les nouvelles générations qui, aujourd'hui comme hier, sont les premières portées sur le front de la guerre économique. Cette guerre, qui n'est pas nouvelle, compte ses vétérans, invalides à leur façon, qui nous révèlent les cicatrices laissées par les traumatismes sociaux à l'œuvre, vraisemblablement à perpétuité.

Par-delà un diagnostic fondé sur une analyse objective des faits sociaux, cet ouvrage s'intéresse au mur du déni qui en a dissimulé l'existence et a contribué à la dé(con)struction de l'évidence. Nos

comprendre.» Baruch Spinoza, *Traité politique*, trad. Émile Saisset, Paris, Charpentier, 1861.

SOCIOLOGIE D'UN MONDE EN DÉCONSTRUCTION

maux sont d'autant plus profonds qu'ils sont pris dans une gangue compacte de fausses représentations qui font écran à la révélation de leur objectivité. Dans la génération précédente ont émergé des groupes entiers d'historiens, de sociologues, de collègues de toutes disciplines, pour qui la notion même de réalité est remise en cause. À leurs yeux, les phénomènes analysés ici n'ont pas de pertinence intrinsèque – la verticale du pouvoir, les classes sociales, la classe ouvrière, les cadres, les générations, les données et les chiffres pour en rendre compte ont moins d'intérêt en soi que les conditions sociales de leur construction. L'inégalité ne constituerait un problème social que parce qu'il existe un coefficient de Gini pour la mesurer, des statisticiens pour élaborer cet indicateur de répartition des richesses, ce livre pour en discuter. Il en a résulté un travail de sape de l'idée même de réalité sociale, dont nous risquons de finir orphelins. De cette sociologie de la déconstruction, il est resté un monde en ruine¹.

La première urgence est de reconstruire la vérité, comprise comme la correspondance entre le monde des connaissances et celui de la réalité. Loin de l'approche constructiviste, je plaide ici pour un néomatérialisme objectiviste inspiré de Philip K. Dick : « La réalité c'est ce qui, quand on cesse d'y croire, ne s'en va pas². » C'est là que le déni se révèle. Ce n'est pas en clamant que le déclassement relève d'une peur irraisonnée, que les classes moyennes résistent plutôt bien à la crise et que les générations sacrifiées ne sont qu'un mythe que nous conjurerons la réalité de ces faits sociaux qui avancent de leur propre pas, ignorant les illusions dont nous berçons la population. Il s'agit ici de revenir aux fondamentaux, et de proposer un éclairage neuf fondé sur de nouvelles découvertes, inquiétantes, et des approches inédites de problèmes qui font notre quotidien.

1. Je pense ici moins à Musset qu'à Hermann Broch, *Logique d'un monde en ruine. Six essais philosophiques* (1931-1946), trad. Christian Bouchindhomme et Pierre Rusch, Paris, Éditions de l'Éclat, 2005.

2. Philip K. Dick, « Comment construire un univers qui ne tombe pas en morceaux au bout de deux jours » (1978), in *Si ce monde vous déplaît... et autres écrits*, trad. Christophe Wall-Romana, Paris, Éditions de l'Éclat, 1998, p. 189.

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

Ce livre s'intéresse ainsi à une dimension cruciale du malaise européen – où le cas français est des plus préoccupants –, que l'on pourrait qualifier de désagrégation de nos idéaux passés de progrès et de délitement des acquis des temps de l'abondance. Cinq éléments corrosifs pour notre « civilisation de classe moyenne » se combinent et se renforcent mutuellement pour exercer leur pouvoir délétère sur notre édifice social.

Le premier élément relève de l'accroissement vertigineux des inégalités à travers le phénomène de repatrimonialisation des richesses – la distorsion croissante entre les revenus du travail et ceux du patrimoine. L'histoire du xx^e siècle fut l'espoir – pour partie naïf – de briser la verticale du pouvoir socio-économique, mais les nouvelles réalités mondiales laissent entrevoir, ici, la venue d'un siècle d'inégalités béantes. Les limites de notre lucidité nous interdisent peut-être d'en appréhender l'ampleur, même si un simple voyage aux États-Unis permet d'en saisir quelques facettes. La béance des écarts entre strates de la société pourrait générer de nouvelles tensions sociales et des rigidités bien supérieures à ce que nous connaissons. Cette reconstitution de la verticale du pouvoir pourrait nous promettre de nouvelles architectures monumentales. Il s'agira de souligner l'« effet de fronde » propre aux distributions extrêmes qui démultiplie l'inégalité à mesure que nous nous approchons du sommet et de l'abîme.

Le deuxième élément renvoie plus spécifiquement au processus de désagrégation du noyau central de la société. Non pas que les souffrances des classes moyennes devraient nous émouvoir davantage que le sort, plus dégradé encore, des classes populaires, mais la déstabilisation du centre de gravité de la société a des effets d'entraînement plus généraux, pleinement visibles lorsque l'on compare la situation des nouvelles générations à celle de leurs parents, révélant ainsi de façon emblématique ce processus de déclassement systémique.

La fracture générationnelle et les désillusions qu'elle accompagne constituent précisément le troisième facteur de corrosion et sans doute le plus décisif. La baisse du niveau de vie, le rendement décroissant des diplômes, la mobilité descendante, le déclasse-

SOCIOLOGIE D'UN MONDE EN DÉCONSTRUCTION

ment résidentiel et l'aliénation politique dont la jeunesse en France est victime s'accroissent de génération en génération au point d'atteindre le stade de leur irréversibilité. Le propre de l'idée de progrès est de laisser à la génération suivante un monde meilleur, qu'elle devrait faire fructifier à son tour pour laisser mieux encore dans la boucle de la modernité. Au contraire, aujourd'hui, tout a été fait pour donner à la génération suivante des besoins supérieurs et des moyens économiques déclinants.

Le quatrième élément tient au processus de déclassement systémique dans la dynamique des inégalités globales. Le recul des anciennes puissances industrielles à mesure de l'essor des nouveaux pays développés nous amène à reconsidérer la place de la France et de l'Europe dans la verticale du pouvoir socio-économique mondial. Il faut saisir les conséquences des effets de ce rattrapage sur le bas et le milieu de notre édifice social : qu'advient-il, en termes de représentations de soi et donc de mobilisation politique, lorsque les classes populaires et moyennes ne se comparent plus aux cadres des pays du Nord – une comparaison susceptible de hisser plus haut leurs revendications sociales – mais aux ouvriers du Sud, impliquant plus que le sentiment d'une « descente continue vers le néant [où] tout tombait, [où] l'univers n'était qu'un immense, qu'un extatique engloutissement¹ » ?

Enfin, la correspondance entre les faits objectifs et leurs représentations sociales décline. Il s'agit d'une inquiétante spirale des illusions devant le changement social, où ce que nous prenons pour des connaissances sur la société, datées et périmées depuis des années, deviennent des croyances fausses, car la nouvelle réalité est ailleurs. Cette spirale résulte de notre lenteur à prendre en compte les nouveaux états du monde, de notre paresse, ou simplement de la péremption d'une large majorité du personnel politique et intellectuel qui vit encore dans un monde que les autres ont vu disparaître depuis trente ans. Il en résulte des décisions à contretemps, prises sur la foi de diagnostics dépassés et maintenant illusoire, d'où l'amplification des maux qui seront à leur tour traités

1. Jean-Marie Gustave Le Clézio, *La Fièvre*, Paris, Gallimard, 1965.

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

en retard. Il ne s'agit pas simplement de la prise en compte de la désindustrialisation, de la nouvelle pauvreté, de la jeunesse diplômée à la dérive, mais bien de l'avenir des retraites, de la santé, de la dépendance des seniors, autant d'enjeux gigantesques où les déséquilibres s'intensifieront faute d'une compréhension adéquate des phénomènes à l'œuvre.

La nocivité des faits sociaux ne fait que redoubler quand leur réalité est rejetée hors de la conscience sociale : il faut se pencher alors sur le rôle du déni dans cette dynamique. L'erreur de lecture systématique sur ce qui est, le refus de produire une juste définition de la situation et l'idée qu'il n'existe pas de réalité en soi sont au centre même des difficultés de notre temps. Le mensonge social dont nous sommes les victimes, voire les exécutants, ne résulte pas d'un complot venu d'ailleurs ou d'en haut. Ce complot est intérieur à nous-mêmes, car nous préférons nous mentir que d'affronter la vérité. La sociologie a longtemps voulu changer le monde ; il s'agit maintenant de le comprendre mieux. Faire œuvre de lucidité est la première urgence, sans quoi notre pays ne pourra retrouver le propre de son génie : savoir, quand il le faut, changer son destin.

Je remercie celles et ceux avec qui j'ai travaillé, au Luxembourg et ailleurs, qui m'ont permis de progresser dans les sciences sociales au long des années récentes, et m'ont aidé de nombreuses façons : Anja Leist, Eyal Bar-Haim, Flaviana Palmisano, Herbert Smith, Sabine Demazy, Javier Olivera, Anne Hartung, Martin Schröder, Janet Gornick, Valentina Ponomarenko, Bruno Auerbach, Aude Kerivel, ainsi que toutes celles et ceux qui voudront bien ici se reconnaître. Par-dessus tout, j'ai véritablement bénéficié des ressources du Fonds national de la recherche luxembourgeois et du soutien sans faille de son secrétaire général, Marc Schiltz. J'ai bénéficié aussi du soutien de Serge Allegrezza, François Biltgen, Yves Elsen, Dieter Ferring, Marc Hansen, Rainer Klump, Michel Margue, Georg Mein, Nicolas Schmit. Mais, bien évidemment, c'est avant tout à ma famille la plus proche que vont mes remerciements : en consacrant un temps considérable à préparer ces pages, j'ai sans nul doute abusé de leur patience.

Chapitre 1

Le vertige des inégalités

Francis Scott Fitzgerald: «Laisse-moi te parler des très riches : ils sont différents de toi et moi.»

Ernest Hemingway: «Oui. Ils ont plus d'argent.»

Les inégalités vertigineuses sont de retour, mais, si ce constat est bien établi ailleurs, il reste plus difficile à percevoir en France, où il est recouvert d'un épais voile d'ignorance, en quelque sorte. Les acteurs sociaux sentent bien quelque chose, mais le coefficient de Gini qui mesure les disparités de richesse (voir encadré) reste impavide. À regarder rapidement les statistiques, les inégalités françaises fluctuent sans tendance évidente. Mais ce calme en surface dissimule bien autre chose sous la ligne de flottaison. Le contraste avec les États-Unis est saisissant : là-bas, la reconstitution d'une pyramide socio-économique écrasante, comme au temps de la « Belle Époque », promet pour bientôt un seuil d'inégalité inédit si les tendances récentes se maintiennent¹. Ainsi, paradoxalement, l'horreur des inégalités serait à ses sommets dans

1. La complexité du diagnostic américain actuel est que cette inégalité radicale est différente de celle des temps anciens, comme le montre l'obésité qui révèle une malnutrition et des privations plus pernicieuses que celles de naguère. Jacob Riis, *How the Other Half Lives : Studies among the Tenements of New York*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 2010 [1890].

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

l'opinion publique française, pays stable de ce point de vue, tandis que les États-Unis refondent l'empire des écarts vertigineux dans un contexte où les inégalités, devenues objectivement choquantes, restent mieux acceptées qu'en Europe. Nous nous intéressons ici à démêler cet écheveau, pour comprendre le rôle du revenu, et pour révéler celui encore plus prépondérant du patrimoine, porteur d'inégalités nouvelles et de distorsions extrêmes entre ceux qui ont et les autres.

L'aspect fascinant et révoltant des civilisations humaines a été d'édifier des formes sociales hiérarchiques dont les excès inégalitaires ont été régulièrement dénoncés par la philosophie sociale, avant même la naissance d'Aristote, mais qui se sont régulièrement rétablies avec une force écrasante quelque temps après leur déstabilisation. Ce chapitre s'intéresse avant tout à l'exploration du ciel profond des inégalités extrêmes. Nous en décrirons l'intensité et tenterons de les cadastrer, nous en présenterons la statistique et la mathématique, nous soulignerons l'effet de fronde qui signifie une accélération des phénomènes aux extrêmes, pour analyser enfin les conséquences des transformations du revenu et du patrimoine dans la France contemporaine.

La verticale du pouvoir socio-économique

Le trait central des sociétés complexes depuis leur naissance est l'édification d'une hiérarchie : « L'existence d'une stratification sociale est probablement la caractéristique principale de la civilisation¹. » Certains préfèrent appeler ce phénomène « structure de classe » alors que d'autres diront « pyramide sociale ». Ici, nous parlerons de *verticale du pouvoir socio-économique*, car le contrôle politique, la maîtrise des marchés, le prestige différentiel des positions, la recherche de la vie la plus confortable possible, tendent à se rejoindre en un point ultime au-dessus du sort

1. Charles L Redman, *The Rise of Civilization: From Early Farmers to Urban Society in the Ancient Near East*, San Francisco, Freeman, 1978, p. 277.

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

commun. À travers cette notion, il s'agit surtout d'insister sur l'inégalité socio-économique à l'état pur : l'idée d'inégalité s'est complexifiée et presque fragmentée, en intégrant tout un ensemble de modes de différenciation hiérarchisés, comme dans les contrastes de genre, d'ethnie, les écarts entre générations, autant de groupements qui peuvent servir de support à des inégalités proprement verticales, sans que ce soit pour autant une constante¹. Nous nous centrons ici sur la verticalité dans toute sa brutalité. Cette idée de verticale laisse entendre que l'échelle est potentiellement infinie, en réalité d'une hauteur vertigineuse, par nature dissymétrique, agissant de haut en bas, de façon à peu près univoque, sans appel – sauf à venir implorer le bon vouloir des détenteurs du pouvoir. Les plus hautes pyramides se terminent sur leur pyramidion, à quelques centaines de pieds tout au plus : leur limite est vite atteinte. L'idée de classes sociales laisse supposer que derrière le conflit de groupes inégaux entre eux, il existe une forme d'égalité des membres du prolétariat d'une part et de ceux de la bourgeoisie de l'autre. Ce n'est guère le cas puisque, dans ce monde des inégalités fractales, l'inégalité se retrouve presque à l'identique à chaque échelle d'observation inférieure : l'égalité au sein d'une classe donnée est soit une illusion, soit un travail forcené d'égalisation, une construction politique, résultant d'un fantastique rapport de force interne, qui souvent dissimule plus qu'il n'annihile un empilement inégal à l'intérieur de chaque groupe. L'élément permanent des sociétés humaines est la capacité à se construire en un édifice social hiérarchique écrasant où chaque niveau est lui-même polarisé par une concurrence dont la forme exacerbée est la norme plus qu'une situation d'exception.

Ce qui frappe avec les inégalités de revenu et plus encore de patrimoine, c'est le caractère indéterminé sur le long terme de l'équilibre entre les échelons inférieurs et supérieurs de cette échelle presque infinie. L'élément permanent relève de l'existence

1. On trouve un compendium des différentes dimensions des inégalités horizontales et verticales dans Louis Maurin et Patrick Savidan (dir.), *L'État des inégalités en France. Données et analyses*, Paris, Belin, 2008.

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

universelle d'un axe hiérarchique depuis les cimes jusqu'aux abîmes ; en revanche, l'écart entre les échelons et entre les extrêmes est indéterminée. Entre les sociétés les plus égalitaires – les pays d'Europe nordique de la fin des années 1970 qui se sont approchées du zéro absolu des inégalités économiques – et celles marquées par l'extension la plus radicale de leur axe vertical – l'Afrique du Sud pour le revenu, les États-Unis, peut-être, pour le patrimoine – les variations sont presque incommensurables, d'autant que les inégalités extrêmes parviennent, et c'est là un des traits les plus intéressants, à s'entourer d'un profond secret. C'est l'aspect presque occulte du phénomène, puisque tout ce qui touche aux répartitions patrimoniales, à mesure que l'on s'approche des sommets, est dissimulé sous un voile d'ignorance.

La forme spécifique de cette verticale du pouvoir socio-économique est un objet d'investigation passionnant et ce n'est pas un hasard si les instruments de mesure nécessaires à l'analyse des structures hiérarchiques quasi stellaires observées ici sont utilisés en astrophysique, dans des domaines aussi divers que la description de la granularité des corps célestes, la magnitude des astres ou l'analyse des rayons cosmiques de forte énergie. Nos inégalités économiques sont sidérales.

Le plus sidérant ici relève du contraste entre d'une part une critique à peu près universelle du phénomène – généralement relayée par les « élites éclairées » – et de l'autre l'inanité des efforts pourtant considérables auxquels les collectivités consentent pour s'en prémunir. Cette question complexe, dans notre époque troublée, mérite donc une reconstruction un peu plus réfléchie que celle communément retenue selon laquelle les inégalités sont le mal absolu et ne méritent qu'une chose : d'être éradiquées pour toujours. L'éthique de la science exige de ne juger, si vraiment c'est nécessaire, qu'après une instruction critique des faits sociaux que nous devons étudier comme des choses.

Le but de ce chapitre est de comprendre mieux les réalités et les fondements de cette verticale du pouvoir socio-économique. Notre objectif ici est de présenter sous une forme nouvelle ce que nous savons de la pyramide sociale née de la répartition des individus et

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

des familles au long de la verticale du pouvoir socio-économique. Il s'agit avant tout d'en prendre la mesure, d'en affiner la définition, d'en saisir la mathématique et d'en décrypter la logique. Il faudra enfin en comprendre l'entièreté des conséquences pour l'ordre social.

L'inégalité sidérale

Il n'est pas de fait social plus intéressant, plus central, que l'inégalité. Que des atomes sociaux – les êtres humains – aussi semblables ou presque sous tant de rapports puissent extraire des ressources, des récompenses et des droits – en particulier de propriété – si différents et inégaux demeure aujourd'hui un grand mystère, ainsi qu'une parfaite banalité. Il est difficile de mesurer cette verticale dans toute son étendue et presque impossible d'en saisir l'amplitude. En effet, comme nous le verrons, notre sens des réalités et notre éducation scientifique nous permettent de comprendre mieux les légères différences anthropométriques que les inégalités extrêmes.

Nous pourrions ici nous inspirer – de loin – de l'*Eurêka* d'Edgar Poe traduit par Charles Baudelaire, ce poème cosmogonique chantant l'immensité du système solaire, « car de tous les sujets imaginables, celui que j'offre au lecteur est le plus solennel, le plus vaste, le plus difficile, le plus auguste », etc. Comme avec les distances sidérales, l'inégalité se compte rapidement en milliards. Mais avant de comprendre l'immensité des inégalités économiques, commençons par la relative égalité anthropométrique qui s'oppose au vertige de la verticale économique.

Considérons la taille des personnes adultes, de la tête aux pieds, sans chaussure. Le rapport de dimensions entre le dixième le plus grand et le plus petit – on parle de rapport interdécile¹ – est de 1

1. La statistique des répartitions du revenu s'intéresse à différentes mesures : les déciles consistent à découper la population en 10 groupes de taille égale, ce qui permet de mesurer aisément le rapport interdécile, une statistique d'inégalité

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

à 1,16. Ce sont là des inégalités résiduelles, fondées sur ce que nous connaissons des fondements de l'anthropométrie, de l'homme moyen d'Adolphe Quételet (1796-1874) à Maurice Halbwachs (1877-1945), à tous les amateurs de la loi normale, dans une vision du monde où les extrêmes ne sont qu'une modeste divergence vis-à-vis de la moyenne arithmétique qui forme le centre idéal des répartitions. Les notes au baccalauréat, la valeur obtenue dans les tests scolaires, l'intelligence, la pointure des pieds, correspondent peu ou prou à une forme générale – la loi normale, celle de Gauss (1777-1855), la fameuse courbe en cloche – où nous divergeons un peu de la moyenne par la grâce d'une loterie tempérée. L'idée statistique est que l'inégalité est le résultat d'un jeu de pile ou face répété où nous perdons ou gagnons un modeste enjeu à chaque étape, chaque individu voyant ainsi s'équilibrer au long terme les gains et les pertes¹. Quelques chanceux ont gagné à chaque pile ou face une prime supplémentaire, mais modeste, et le petit nombre de ces élus systématiques du hasard réduit les extrêmes à quelques rares cas ; en outre, ils ne sont pas loin de ceux, plus nombreux, qui ont souvent gagné et parfois perdu, d'où la cohésion de la répartition d'ensemble. Dans cette situation, la « tyrannie de la moyenne », qui consiste à réduire la diversité d'ensemble à la valeur moyenne, peut être une approximation acceptable, en première instance, de notre monde.

concurrente du coefficient de Gini. La médiane est quant à elle le niveau de revenu qui découpe la population en deux groupes de taille identique : la moitié en dessous et celle au-dessus de la médiane. On parle aussi de quartiles, quintiles, vingtiles, pour l'ensemble des quantiles d'une répartition.

1. La « planche de Francis Galton (1822-1911) », dont il est possible de trouver un exemplaire au dernier étage du Palais de la découverte à Paris, fournit ici une démonstration intéressante. Des milliers de petites billes tombent d'une trémie sur des centaines de bifurcations en série, selon un jeu de pile à droite, face à gauche, et ce sur une dizaine de niveaux. Au bas de la planche, au bout de ce processus stochastique, les billes se groupent dans des réceptacles : de nombreuses billes sont proches du centre et leur nombre s'étiole à mesure que l'on en diverge. Elles se répartissent ainsi selon la loi normale.

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

La réalité des inégalités socio-économiques nous transportent dans un monde tout différent, celui des expériences sociales extrêmes situées aux limites du sentiment d'une commune humanité. Vilfredo Pareto (1848-1923) est le fondateur de cette autre tradition, celle de l'homme non pas moyen mais extrême. Pareto est surtout connu pour la forme simplifiée de sa « loi » : 80 % du patrimoine sont possédés par les 20 % les plus riches. La réalité diverge souvent de cet idéal, la France étant plus proche de 75-25, et les États-Unis de 84-16. Si le coefficient de la « loi » de Pareto est variable, l'écriture mathématique de l'équation reste stable. C'est là un aspect tragique de nos civilisations : nous croyons être libres et avoir fondé les institutions démocratiques capables d'assurer l'égalité, mais nous restons dans les fers – du simple point de vue des lois socio-économiques, nous faisons l'objet de déterminations peut-être aussi fortes que celles de la pesanteur – et, dès que le patrimoine est évoqué, les lois de la verticale révèlent un ordre social où même les sociétés les plus égalitaires de la planète ne sont pas parvenues à supprimer cette répartition, mais au mieux à la réduire.

Dans l'espace du revenu, les rapports des nains aux géants sont plus tendus que dans le monde de la morphologie humaine : en France, le dixième le mieux loti du point de vue du revenu est 3,5 fois plus haut que le dixième économiquement le plus modeste. Si les écarts de taille restent notre métaphore des inégalités, le sous-prolétariat par son revenu ferait 1 mètre de haut quand la bourgeoisie mesurerait 3,5 mètres de la tête aux pieds. En France, en 1913, ce rapport de revenu devait être près du double, de 1 à 6, si l'on extrapole sur la base d'autres pays connus : les classes sociales opposaient des nains à des géants économiques. Aujourd'hui, pour le patrimoine net, le rapport se distend de 1 à 315 : si le décile du haut dépasse un immeuble de trois étages, les plus modestes n'atteignent pas 3 centimètres. La richesse accumulée laisse entrevoir une société faite d'homuncules et de colosses. Si l'on préfère les métaphores piscicoles, cette vie est un aquarium fait de baleines et de planctons de dimensions variées : les cétacés,

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

les plus visibles, sont rares, attirent le regard et dissimulent une abondante faune microscopique sans laquelle ils ne sauraient être.

Où les sommets mondiaux se situent-ils par rapport aux moyennes françaises du revenu et du patrimoine – ce qui reste un point de vue privilégié en regard de la pauvreté moyenne du monde ? Dans la sphère anthropométrique, nous sommes dans un monde où la taille des géants les plus formidables est inférieure à deux fois la moyenne. Pour le revenu, un trader bien chanceux peut gagner quelques milliers de fois le revenu moyen mesuré en France. Rapporté à notre taille, il n'est jamais qu'à 1 kilomètre au-dessus de nos têtes – ce n'est pas l'Himalaya, ni même Serre-Chevallier. Avec le patrimoine, nous découvrons une nouvelle frontière dimensionnelle, puisqu'avec leur cinquantaine de milliards de dollars, les membres du sommet de la verticale du pouvoir socio-économique patrimonial mondial se satellisent 100 000 fois au-dessus de nos têtes – c'est un ordre de grandeur –, quelque part au-dessus de la stratosphère. Ici, les arbres dépassent le ciel, qui n'est plus la limite. Et pourtant, nous ne comparons ici que les pays développés du premier monde, ce qui réduit la mesure du gouffre qui sépare les cimes des abîmes. Rapportées à la taille du revenu du dixième le plus pauvre du Niger ou du Malawi – issus des pays les plus pauvres de la planète, avec moins de 200 dollars par an –, les fortunes les plus élevées au monde correspondent à la moitié de la distance Terre-Lune. La théorie de l'homme moyen ne permet pas de concevoir ces écarts avec les extrêmes, refoulés au statut de « points aberrants » ; dans la théorie de l'homme extrême de Pareto, ils font partie du monde possible, connu sinon familier. Nos inégalités contemporaines sont sidérales, et devraient heurter notre sens d'une commune humanité. L'échelle dont il est ici question est ouverte, pour ainsi dire infinie, un peu comme l'échelle de Jacob. Les milliardaires ne sont plus très loin aujourd'hui de la Lune, mais la reconstitution des richesses patrimoniales peut leur laisser espérer le voyage sur Mars – est-ce l'objectif de la génération qui vient ?

Cette échelle patrimoniale est sans relation avec l'échelle anthropométrique, ce qui peut susciter les frustrations dans le camp même des privilégiés : leurs ressources économiques presque

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

illimitées vont de pair avec une longévité presque aussi bornée que la nôtre. Si les écarts d'espérance de vie étaient à proportion du patrimoine, les Carnegie, Vanderbilt et Rockefeller seraient encore ici et pourraient atteindre ou dépasser le quatrième millénaire. La constitution de dynasties ou, à défaut, de fondations artistiques ou culturelles est une tentative pour étendre presque à l'infini l'ombre portée de sa fortune. Nous en revenons ici aux constats de l'anthropométrie : alors qu'une simple règle de proportionnalité laisserait espérer aux milliardaires plus de dix mille ans d'espérance de vie, la réalité humaine leur est plus également frustrante.

Les dernières lubies à la mode chez les géants de la Silicon Valley expriment la tentation d'aller au-delà, entre la cryogénéisation *pre-mortem* et la régénérescence cellulaire. Des médecins consciencieux peuvent ainsi promettre quelques années de vie supplémentaires en l'échange des milliards de dollars en déshérence pour des géants partageant avec le commun des mortels le fait de l'être aussi. C'est là une des frustrations les plus évidentes des titulaires des fortunes les plus considérables : leurs dernières minutes seront les plus chères, faute d'être les plus agréables. Au moment de la chute, ils pourront dire avec Pascal que « c'est être d'autant plus misérable qu'on est tombé de plus haut ». Sur le plus haut trône du monde, la tentation de l'infini va de pair avec une vertigineuse frustration.

Mathématique de l'inégalité

La forme de la répartition du revenu et des richesses a été l'un des plus grands mystères des sciences sociales, et pourrait receler encore des secrets pour l'heure inviolables. Pareto¹ a établi que, à mesure que nous nous élevons dans l'échelle des revenus y , le pourcentage x d'individus situés au-dessus obéit à cette loi :

$$(1): \quad \log(y) = -a \log(x) + \text{constante}$$

a étant un indicateur d'inégalité compris entre 0 et 1.

1. Les notations de Pareto sont un peu différentes des nôtres.

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

Précisément, quand x est petit (il représente le petit pourcentage de privilégiés au revenu supérieur à y , et mesure donc le rang socio-économique en partant du haut), $-a \log(x)$ prend alors de grandes valeurs, et son exponentielle donne le revenu y . Plus a est élevé, plus y prendra des valeurs exorbitantes pour un niveau x donné. La loi de Pareto est une forme de pyramide exponentielle à côté de laquelle les plus hauts édifices du monde demeurent de modestes yourtes de Mongolie.

L'intensité des inégalités – de l'écart entre les privilégiés et ceux d'en dessous – dépend du coefficient a . S'il vaut 0, le dénivelé des inégalités entre la base et le sommet est nul. S'il vaut 1, nous avons une forme radicalisée d'inégalité, véritablement extrême, étudiée naguère par George K. Zipf (1902-1950) pour la fréquence des mots dans la littérature, et par Felix Auerbach (1856-1933) pour la densité des agglomérations, un thème repris par le prix Nobel d'économie Paul Krugman et par Xavier Gabaix¹. Cette forme extrême de répartition devrait donner une moyenne qui diverge et n'avoir pas de limite². Le pyramidion infini dont l'existence est supposée par l'écriture de la courbe n'a pas de réalité dans le monde tangible. Il reste qu'au sommet la seule perspective permettant d'accroître sa position relative est d'influencer le monde social de façon à avoir un coefficient a le plus élevé possible de façon à ce que l'empilement humain dresse ce pyramidion au niveau le plus extrême. Le coefficient a de Pareto est alors non plus une échelle mais un ascenseur de Jacob qui porte le plus riche au ciel sans limite des fortunes.

1. Paul Krugman, *L'Économie auto-organisatrice*, trad. Fabienne Leloup, Paris, De Boeck, 2^e éd. 2008 [1996]; Xavier Gabaix, « Zipf's law for cities : An explanation », *Quarterly Journal of Economics*, n° 114, 1999, p. 739-767; *id.*, « Power laws in economics and finance », *Annual Review of Economics*, n° 1, 2009, p. 255-294.

2. Lorsqu'on calcule l'intégrale de sa formule mathématique continue de zéro à l'infini. Mais l'humanité est finie.

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

Mesurer l'inégalité : le coefficient de Gini

Une partie importante de l'outillage statistique de l'analyse des inégalités remonte au début du xx^e siècle. Sans grand doute, l'indice de Corrado Gini (1884-1965) a pris le dessus sur le coefficient de Vilfredo Pareto (1848-1923) et la courbe de Max Lorenz (1876-1962). L'idée de Gini est de rapporter l'intensité des inégalités à un indicateur unique compris entre 0 et 1. L'égalité absolue est atteinte lorsque tous les individus d'une population reçoivent le même revenu, égal au revenu médian ; alors, le coefficient de Gini vaut zéro. Inversement, l'inégalité parfaite advient lorsqu'un seul individu accapare la totalité du revenu national, et Gini vaut 1.

Pour comprendre l'indice de Gini, il convient de tracer la courbe de Lorenz, en ordonnant les individus par ordre de revenu croissant. En abscisse, nous présentons alors le cumul des x % d'individus les moins riches d'une société, et en ordonnée, nous reportons le pourcentage y de revenu national représenté par le cumul de leur revenu.

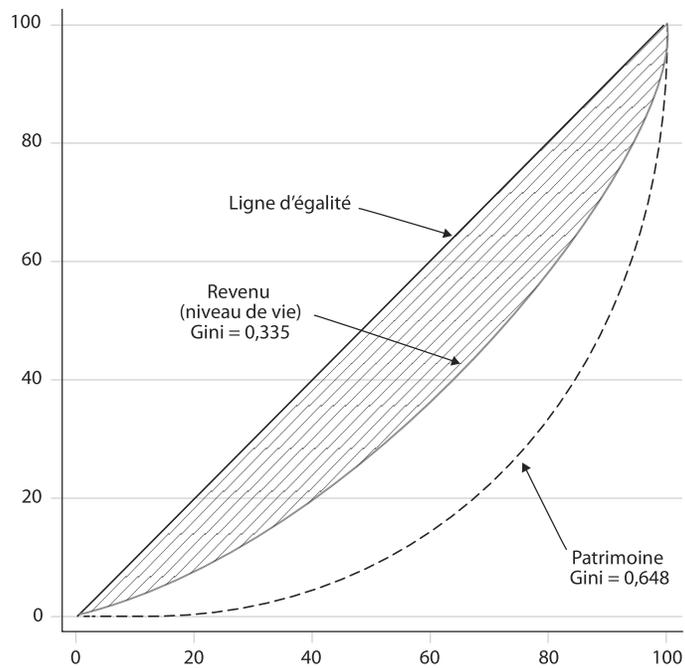
Dans une société parfaitement égalitaire, la courbe de Lorenz est la diagonale du graphique, qui a pour nom « ligne d'égalité ». Inversement, dans une société parfaitement inégalitaire, la courbe de Lorenz reste au plancher jusqu'au plus riche individu, à droite sur la courbe, qui détient 100 % du total. La valeur du coefficient de Gini est simplement le double de la surface comprise entre la ligne d'égalité (la diagonale) et la courbe de Lorenz. Sur l'exemple empirique de la France en 2010, les inégalités de patrimoine sont incomparablement supérieures à celles de niveau de vie – c'est-à-dire de revenu disponible après impôts et transferts sociaux, par unité de consommation, ou nombre d'équivalents-adultes que nous trouvons dans les ménages.

En langage commun, il est difficile de retranscrire ce à quoi le coefficient de Gini correspond en termes d'intensité des inégalités : à quoi au juste la valeur 0,335 du coefficient de Gini correspond-elle ? Imaginons une situation initiale où chaque participant reçoit une somme 1. Nous réalisons alors un premier pile ou face, où les gagnants reçoivent 30 % en plus de leur

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

dotation initiale et peuvent rejouer (nous laissons la moitié des perdants de côté). Parmi ceux qui rejouent, les gagnants reçoivent encore 30 % en plus, et les perdants s'arrêtent de jouer, et ainsi de suite jusqu'à épuisement des gagnants. Revenons aux perdants du premier tour, et retirons-leur 30 %. En outre, ils rentrent dans un jeu symétrique à celui des gagnants : à chaque pile ou face, les gagnants s'arrêtent de jouer, alors que les perdants voient encore disparaître 30 % de leurs ressources, et se trouvent dans l'obliga-

GRAPHIQUE 1.1
Courbe de Lorenz du revenu (niveau de vie) et du patrimoine – France 2010



Source : « Eurosystem Household Finance and Consumption Survey », HFCS, 2010 – Échantillon français.

Le double de la surface hachurée est égal à l'indice de Gini du revenu.

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

tion de rejouer encore¹. Comme il est impossible de perdre indéfiniment, dans une population finie, le jeu s'arrête bien un jour, assez vite. Nous venons de créer une répartition dont le coefficient de Gini est proche de 0,35 – dans cette source, les taxes et redistributions sociales étant assez mal repérées, nous avons une inégalité plus forte que dans la source *Luxembourg Income Study* (LIS), pour laquelle le Gini du revenu disponible est de 0,29.

Nous pourrions dire ainsi que le coefficient de Gini est une bonne approximation du pourcentage de gain des gagnants du jeu de pile ou face de la vie.

Pour la taille des individus – sans chaussures – le Gini vaut 3 % ; les tests scolaires à quinze ans des enquêtes PISA de l'OCDE donnent 11 %. Le revenu dans la Suède des années 1970 avoisine 20 %, 30 % en Europe de l'Ouest aujourd'hui, près de 40 % aux États-Unis. Le patrimoine renvoie à des écarts autrement importants : 64 % en France et près de 80 % aux États-Unis.

Voyons une première application : vous connaissez la pyramide de Djoser, un empilement de six mastabas l'un sur l'autre, où le septième, vraisemblablement sous la forme d'une flèche, nous manque, préfigurant ainsi les pyramides futures. Elle peut être vue comme une représentation de l'ordre pharaonique, ici idéalisée, une version logarithmique d'un ordre parétien de pyramide exponentielle. La base du système, le sol, au niveau zéro, est formée de dix millions de paysans et leur famille, dont le niveau de vie est fixé à un. Au premier degré, nous trouvons les contremaîtres, environ un million d'âmes. Leur niveau de vie est fixé à dix. Au second seuil se trouvent les responsables de villages ou de quartiers, en charge notamment de la collecte des impôts. Au nombre de cent mille, ils ont un revenu de cent. Le troisième degré est celui des notables, un

1. Cela ressemble de loin à la planche de Galton mentionnée ci-dessus, à ceci près que, à chaque échelon, on ne négocie pas un écart fixe, en plus ou en moins, mais un coefficient multiplicatif, ici de 1,3. En outre, dans ce jeu-ci, on ne peut que s'éloigner de la médiane, d'où la multiplication des cas extrêmes.

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

groupe plus étroit de dix mille individus. Parmi eux, certains ont aperçu, de loin, le pharaon, mais ont généralement approché le gouverneur de province ; leur revenu est de mille. Au-dessus de cette classe moyenne, au quatrième niveau, débute le cercle étroit des officiels héréditaires, la famille royale étendue. C'est la classe des barons, un millier d'âmes, dix mille fois au-dessus de la masse des paysans, parmi lesquels seront recrutés les commis du pouvoir d'État, les officiants supérieurs des temples, gérant des fonds patrimoniaux jalousement contrôlés par l'ordre des prêtres.

L'élite du pouvoir compte une centaine d'individus, placés aux postes clés – gouverneurs, généraux d'armée, tous dépositaires d'éléments de légitimité pharaonique par filiation avec un pharaon défunt –, situés autour de cent mille fois au-dessus du commun des mortels. Surtout, leur relation directe avec le pouvoir suprême leur assure la capacité à négocier directement leur position, dans un contexte de concurrence exacerbée. Le sixième niveau représente le gouvernement central et compte une dizaine de personnes, liées directement à l'État pharaonique, un ensemble réduit de ministres et de conseillers assurant le pouvoir intérieur. Ces personnages clés disposent chacun de ressources correspondant à un million de fois celles de la base. Le septième cercle du pouvoir, celui qui ne connaît pas de centre, est la personne du pharaon dont le budget annuel correspond à dix millions de fois la ration du paysan de base.

Cette forme de hiérarchie dépasse tout ce que nous connaissons aujourd'hui : la structure de l'empilement permet au pharaon de disposer à lui seul d'un budget égal à celui de dix millions de paysans. Ici, le peuple, 90 % de la population, doit se contenter de 12,5 % des ressources. Un pour cent de la population domine trois quarts des ressources. Cette structure d'extraction extrême permet de concentrer en un nombre réduit de mains la décision sur des budgets massifs, ce qui tend à expliquer comment l'État, la personne du pharaon, ou encore l'Église, la classe des prêtres, dont les relations avec la famille royale sont aussi tendues que proches génétiquement, sont parvenus à bâtir pyramides et temples et à laisser des vestiges sidérants. L'inégalité extrême laisse des traces sans égal.

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

TABLEAU 1.1
L'ordre pharaonique

Degré	Titre	Ressources (pharaonic dollars)	Nombre	revenu du degré
7	Pharaon	10 000 000	1	10 000 000
6	Gouvernement	1 000 000	10	10 000 000
5	Élite	100 000	100	10 000 000
4	Barons	10 000	1 000	10 000 000
3	Notables	1 000	10 000	10 000 000
2	Responsables	100	100 000	10 000 000
1	Contremaîtres	10	1 000 000	10 000 000
0	Paysans	1	10 000 000	10 000 000
Total			11 111 111	80 000 000

Cette pyramide exponentielle fournit un exemple d'inégalités inouïes. Chaque cercle supérieur, x fois plus restreint que le précédent (ici $x = 10$), est y fois plus riche ($y = 10$) par individu. Le rapport y/x est une approximation rapide mais relativement correcte de l'ordre de grandeur du coefficient a de Pareto ainsi que du coefficient de Gini. Ici, la valeur de 1 permet d'extraire de la base paysanne des ressources extraordinaires, celles nécessaires à l'édification des grandes pyramides. Ce modèle d'inégalités pharaoniques est un exemple typique de loi de Pareto simplifiée. Il est général et s'applique globalement à la plupart des situations d'empilement hiérarchique dans une organisation.

L'idée la plus réaliste, celle d'Edward Lazear et Sherwin Rosen, est celle d'organisations où la hiérarchie interne correspond à des rangs établis par des tournois successifs, la rémunération selon la loi de Pareto étant dès lors une fonction exponentielle de ce rang¹.

1. G. Udny Yule, « A mathematical theory of evolution based on the conclusions of Dr. J. C. Willis », *Philosophical Transactions of the Royal Society of London*, série B, vol. 213, 1925, p. 21-87 ; Herbert A. Simon, « On a class of skew distribution functions », *Biometrika*, vol. 42, n° 3-4, 1955, p. 425-440 ; Edward

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

Richesse et patrimoine dans la Rome antique

Un exemple similaire, documenté et analysé par Branko Milanovic¹, est celui de l'armée et de la société romaine. Le légionnaire romain reçoit une paye annuelle de 1 200 sesterces, notés HS, soit 300 deniers. Une dizaine de soldats de base (huit, en réalité, mais simplifiés) membres d'un *contubernium* sont dirigés par un légionnaire mieux expérimenté, le *decanus*, dont la paye est inférieure à 1 000 deniers. Le centurion, premier rang des officiers de l'armée romaine, reçoit une solde annuelle de 10 000 HS. L'armée romaine est un empilement de groupes, où – pour arrondir, de nouveau, et simplifier – une dizaine de centurions forment une cohorte sous le commandement d'un centurion expérimenté, le *Pilu prior*, recevant annuellement 30 000 sesterces. Dix cohortes forment une légion, commandée par un centurion supérieur, *Primus pilus*, siégeant aux réunions de l'état-major. La légion avait à sa tête le légat, officier supérieur de rang sénatorial, situé autour de 100 000 HS par an. Au faite de sa splendeur, l'Empire comptait une trentaine de légions, directement sous le contrôle de l'empereur, émargeant autour de 300 000 sesterces. Telle est la structure généralement retenue de la forme économique de l'Empire romain².

Nous avons ici un exemple de loi de Pareto : la société n'est pas une série de loteries à la Quételet où la combinaison de gains et de pertes personnelles produit une répartition inégale, certes, mais au bout du compte ramassée autour de sa moyenne. Cet

P. Lazear et Sherwin Rosen, « Rank-order tournaments as optimum labor contracts », *Journal of Political Economy*, vol. 89, n° 5, 1981, p. 841-864.

1. Branko Milanovic, *The Haves and the Have-Nots: A Brief and Idiosyncratic History of Global Inequality*, New York, Basic Books, 2010.

2. Évidemment, ces données ne donnent qu'une idée biaisée du niveau de vie réel. Comme les fonctionnaires italiens d'aujourd'hui, s'ils devaient se contenter de leur salaire pour vivre, ils ne le pourraient pas. Travaux et expertises annexes, aides et héritages de la famille, plus le reste, sont des compléments indispensables.

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

empilement parétien reflète au contraire une structure organisationnelle implicite en cercles hiérarchisés concentriques, un peu à la manière de la *Città del Sole* de Campanella¹, où le *decanus* est au légionnaire de base ce que le légat est aux centurions de cohorte, chaque chef d'échelon pouvant gérer une dizaine de subalternes différents, mais guère plus, pour une rétribution triple. Chaque échelon domine ainsi un nombre similaire x de subalternes, et reçoit en retour un revenu y fois plus élevé. Ici, x vaut 10 et y vaut 3. Il reste à savoir pourquoi ce supplément de revenu existe. Pour les uns, c'est la rétribution de l'effort du supérieur hiérarchique ; pour les autres, une assurance sur sa prise de responsabilité, une prime scellant la « relation de service » assurant à l'employeur – l'échelon du dessus – que le travail de gestion sera réalisé². Pour d'autres encore, c'est un détournement (une exploitation relative) des échelons inférieurs ; les derniers constateront en menant les calculs que chacun prélève un pourcentage fixe de la masse salariale des rangs inférieurs, chaque chef, grand ou petit, n'absorbant au bout du compte qu'une partie tout à la fois substantielle et pourtant modeste des échelons inférieurs, modeste surtout lorsqu'elle est comparée aux inégalités pharaoniques de l'Égypte ancienne, ou simplement par rapport aux coûts cognitifs d'assurer une chefferie de cette nature.

Ces structures verticales d'ordres empilés sont d'une importance considérable : elles signifient que, pour que les inégalités soient extrêmes, il est nécessaire que chaque cercle soutienne le niveau supérieur en exerçant sur le niveau inférieur une poussée (une tension) la plus forte possible. Un système d'exploitation extrême doit trouver dans toute la structure des relais zélés, prêts à accepter

1. Tommaso Campanella, *La Cité du Soleil*, trad. Arnaud Tripet, Paris, Mille et une Nuits, 2000.

2. C'est ainsi que John Goldthorpe conceptualise la « *Service class* » qui forme l'équivalent international des cadres supérieurs de la classification socio-professionnelle française. John Goldthorpe et Robert Erikson, *The Constant Flux: A Study of Class Mobility in Industrial Societies*, Oxford, Clarendon Press, 1992.

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

du niveau supérieur un écart hiérarchique qui n'est acceptable, au bout du compte, que si on est en mesure de le reporter à son tour sur les niveaux du dessous.

On conçoit ici comment cette structure de la verticale romaine se fonde sur la combinaison de deux réalités : d'abord celle, plus statique, de la classe de naissance – contrairement au simple citoyen romain qui fera ses premières armes dans le rang, le jeune sénateur rejoindra l'état-major de la légion au grade de tribun laticlave. Ensuite se trouve la réalité dynamique des carrières et des aléas de la guerre, une forme de méritocratie et de loterie des armes, à travers laquelle le légionnaire peut gravir les échelons jusqu'au centurion primipile et le jeune sénateur supplanter tous ses concurrents au long du *cursus honorum*, être porté en triomphe sur la *Via Sacra* puis jeté de la roche Tarpéienne : toute une loterie de la vie et de la mort assurant une mobilité sociale inattendue dans un ordre pourtant propice à l'émergence de castes. Pareto appelait cela « circulation des élites », où même dans un système apparemment bloqué, il reste toujours quelques marges d'expression, sinon au talent, en tous cas à l'ambition et à ses travers. Cette mobilité se mesure à l'espérance de vie médiocre des césars et aux faibles probabilités d'hériter directement de la charge suprême.

Cette mobilité sociale importante, sinon extrême, trouve tout son sens dans la loi de Pareto. Au milieu de la légion, dans le cas général, le légionnaire moyennement ambitieux peut espérer, s'il gagne une dizaine de rangs, passer un jour centurion, mais guère s'élever au-delà de ce grade. Au sein de l'ordre sénatorial, c'est-à-dire parmi les six cents familles au sommet de la pyramide romaine, dix places est ce qui manque pour passer du second au premier cercle, celui où succéder à César est vraiment probable. C'est une des magies noires de la loi de Pareto : au sein de la masse, voire des classes moyennes lorsqu'elles sont une forme de masse, attendre son tour ou jouer des coudes ne modifie que marginalement son sort, puisque l'opération permet au mieux de passer d'une masse à une autre, certes plus étroite et mieux rémunérée, mais ici la différence est relative. En revanche, à proximité

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

du pyramidion de la verticale du pouvoir, quelques rangs gagnés font passer de l'anonymat obscur à la pleine lumière, où la jouissance du pouvoir procure une vie excitante, confortable, pleine de ressources, de *libido dominandi*, et incroyablement risquée. Les aigles côtoient les vautours.

Cette verticale du pouvoir dans la légion et l'État romain correspond à un coefficient a de l'ordre de 0,3 ou 0,4 – pour le revenu précisons-le¹. Cette représentation reste problématique simplement parce qu'elle fonde ses calculs sur une hypothèse forte selon laquelle les esclaves, au titre d'humains vivants, sont titulaires d'un revenu de 200 sesterces (le prix annualisé de la ration de pain). Dans une autre conceptualisation, ils pourraient être considérés au contraire comme un élément du capital, un bien d'équipement pour ceux qui s'élèvent au-dessus du menu peuple. Par ailleurs, cette lecture de l'Empire romain comme un monde aux inégalités comparables à celles des États-Unis d'aujourd'hui peut poser question lorsqu'on examine de près le train de vie des personnages les plus éminents de l'Empire. Derrière le revenu, la ressource patrimoniale pourrait avoir été primordiale. Ainsi, on apprend que pour assurer sa position impériale, Tibère offre 300 millions de sesterces à son armée, une somme qui semble ne pas représenter la totalité de sa fortune, comme en atteste une partie – résiduelle – de ses biens, que l'on peut encore visiter, en particulier ses *villae* à Capri dont la magnificence excède de loin celle des caprices extrêmes du capitalisme américain comme le Xanadu 2.0 de Bill Gates, bien modestes folies.

La dimension cachée de l'Empire romain – et d'autres sociétés – relève du patrimoine. La solde du légionnaire représente l'essentiel de ses ressources jusqu'à sa retraite, mais il peut espérer ensuite un petit domaine conquis aux limites de l'Empire, une modeste villa qui lui donnera l'impression de passer à la classe supérieure des propriétaires fonciers. Les émoluments des sénateurs

1. Le coefficient de Gini romain devait être situé un peu au-dessus de 40 %.
B. Milanovic, *The Haves and the Have-Nots*, op. cit. p. 51.

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

correspondent plus à des frais de représentation, autrement dit un vague pourboire en regard de leur fortune familiale, ou des ressources exceptionnelles extraites par corruption d'une part, par pillage et redistributions aux vainqueurs de territoires nouvellement conquis de l'autre. Le patrimoine échappe complètement à la « tyrannie de la moyenne » chère à de nombreux statisticiens. Pareto nous permet de comprendre ces distributions extrêmes où quelques-uns sont amenés à posséder à peu près tout : ici, la loi normale n'approxime pas la réalité à une erreur statistique près, elle est en réalité une faute conceptuelle qui interdit de comprendre le monde réel.

L'égalitarisme tout relatif de la légion dissimule une réalité bien différente de tension extrême entre le gagne-petit du quartier de Suburra et les anciennes familles de l'ordre sénatorial, ayant leur résidence romaine sur la colline palatine, leur villa en Campanie, un palais sur le port de Baia. Il y a fort à penser que le monde romain ressemble à certains pays d'Amérique latine où le rapport du patrimoine au revenu correspond à des dimensions vertigineuses.

L'effet de fronde

Revenus et patrimoines représentent dans une même société deux ordres hiérarchiques dont la correspondance et les relations demeurent méconnues. L'opposition entre les plus hauts revenus et les patrimoines les plus élevés révèle des contrastes multiples. En termes de classes sociales, le sommet des rémunérations (le revenu à l'exclusion des gains liés à la propriété du capital) exige des diplômes, une carrière, la possession et la fructification d'une entreprise ou des responsabilités obtenues dans de grandes organisations étatiques ou industrielles à la suite d'un long processus de sélection. Les patrimoines les plus élevés sont en revanche le fait de seniors qui ont eu le temps soit de faire fructifier leur affaire, soit – ou avant tout – d'hériter des biens de leurs ancêtres, ce qui

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

advient de plus en plus tardivement dans la vie, aujourd'hui bien au-delà de l'âge de soixante ans.

La porosité du pur groupe des hauts revenus vers celui des hauts patrimoines existe, bien qu'elle reste limitée, mais elle opère aussi dans le sens inverse. Les enfants de possédants ont de plus fortes probabilités de fonder leur entreprise en attendant d'hériter un jour du reste ; la possession d'un patrimoine élevé provoque nécessairement des flux de revenus, que l'on peut tenter de réduire pour éviter l'impôt. Inversement, des revenus importants dissimulent souvent la constitution en parallèle d'un patrimoine qui peut devenir considérable. Techniquement, le coefficient de corrélation entre les deux dimensions que sont le revenu et le patrimoine vaut 0,56 aux États-Unis et 0,40 en France.

Mais que cache la relation entre les deux pyramides, celle du revenu et celle du patrimoine ? Cette correspondance signifie une vertigineuse perspective d'ascension aux sommets. Nous avons vu que gagner dix rangs dans un groupe massif de milliers d'individus n'a pas de conséquence sensible ; améliorer son sort de dix rangs à proximité des sommets a des conséquences considérables.

Un autre aspect vertigineux est celui qui relève de l'effet de fronde¹ : un accroissement substantiel du coefficient a aura des conséquences tangibles pour la masse de la population, pour ceux proches de la moyenne, et sidéraux au sommet. Replaçons-nous dans la structure d'empilement de l'Empire romain, que nous imaginerons présenter sept niveaux (et donc six écarts), et imaginons un passage du coefficient a de Pareto de 0,3 à 0,4. Cela signifie qu'à chaque niveau supérieur, comprenant des effectifs dix fois moins nombreux, plutôt que de gagner 3 fois plus, le rapport passe à 4. Dans le cas initial, où le coefficient entre chaque degré est de 3, l'empereur peut espérer 729 fois le revenu du légionnaire de

1. Cet effet de fronde ainsi qu'une nouvelle méthodologie d'analyse des inégalités économiques ont fait l'objet d'une recherche récente dans Louis Chauvel, « The intensity and shape of inequality : The ABG method of distributional analysis », *Review of Income and Wealth*, vol. 62, n° 1, 2016, p. 52-68.

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

base ; dans le cas suivant, César voudra bien accepter une rétribution 4 096 fois supérieure à celle du soldat. Considérons maintenant un passage non pas de 3 à 4, mais de 3 à 6, ce qui correspond à la différence d'intensité entre les inégalités de revenus et celles du patrimoine en Europe aujourd'hui. Au septième niveau, si effectivement les empilements relèvent de la même logique parétienne, César aurait un patrimoine 46 656 fois plus élevé que celui du légionnaire. On saisit mieux maintenant comment Tibère parvient à sortir de son coffre 300 millions de sesterces pour acheter la fidélité de son armée. Évidemment, je sens poindre l'argument : sept cents, quatre mille, quarante mille, même bien plus dans le monde pharaonique, qu'est-ce que ces chiffres extravagants peuvent donc changer. En réalité, les ordres de grandeur signalent l'intensité de l'écrasement économique de la base par une verticale qui tend à l'infini.

L'effet de fronde rend compte de la stupéfaction de Thomas Piketty lorsqu'il analysait, voilà quinze ans, les successions des « 200 familles » (en réalité le dix-millième le plus riche) au long du ^{xx}e siècle¹ : il lui semblait qu'une erreur d'ordre de grandeur, peut-être d'un rapport de un à dix, s'était introduite dans les données du début du siècle. Les « 200 familles » léguaient alors 700 fois plus que les « classes moyennes » – ainsi Piketty désigne-t-il le début du décile supérieur, qui se situe donc bien au-dessus de la moyenne –, et le rapport n'est plus que de 50 en 1994. Un changement sensible au centre a des effets vertigineux aux extrêmes.

Cet effet de fronde signifie que les changements de forme de répartition qui engendrent des différences sensibles dans la partie médiane de la distribution suscitent aux extrêmes des transformations considérables. Il explique que la concurrence entre individus situés autour de la médiane reste la plupart du temps dans les limites de la civilisation : progresser de quelques rangs sur l'échelle des positions n'a guère de conséquence sensible sur le

1. Thomas Piketty, *Les Hauts Revenus en France. Inégalités et redistributions (1901-1998)*, Paris, Grasset, 2001 ; rééd. Seuil, « Points Histoire », 2016.

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

niveau de vie. Au contraire, proche des extrêmes, progresser ou déchoir de quelques rangs peuvent avoir de lourdes conséquences : à l'approche des cimes, chacun sait que le second est à la première place des perdants, qui devront rentrer dans le rang ou se préparer au pire, si ce n'est les deux.

Cet effet de fronde est à l'origine aussi d'un phénomène inquiétant de gagnant-rafle-tout (*winner-take-all*). La réalité des inégalités anthropométriques, celles des variations dans les capacités humaines, en matière de taille, d'intelligence, d'espérance de vie, etc. se termine à son sommet par une loi normale dont la caractéristique est de s'interrompre assez vite. Quant à lui, le système des rétributions extrêmes, comme les salaires des dirigeants des plus grandes entreprises, le bonus des traders, les émoluments des joueurs de football, le tirage des best-sellers, etc. sont au sommet du monde de Pareto. Au travers de ce que nous savons des succès scolaires en France à l'âge de quinze ans, les inégalités de réussite aux tests scolaires se répartissent selon un coefficient de Gini de l'ordre de 0,10 à 0,12, selon la discipline, tout comme les notes moyennes susceptibles d'être calculées. De telles inégalités sont assez résiduelles : pour dire vite, du dixième le plus lent au plus rapide, l'écart est de de 1 à 1,55. Cette relative égalité de capacités cognitives à l'adolescence correspond quinze ans plus tard à des inégalités de revenu dont le Gini vaut 0,35, correspondant à un rapport interdécile de 1 à 3. L'effet de fronde implique ici que des différences infimes dans des résultats académiques peuvent correspondre à des différences considérables de niveau de vie, et plus encore en termes de patrimoine : le centième le plus intelligent, si on peut dire, est 1,6 fois plus rapide que la médiane, alors que le centième le plus riche gagne 4,5 fois plus. Au-delà, les écarts sont des gouffres. Nous concevons dès lors pourquoi la concurrence au sommet de la pyramide scolaire, tout en restant civilisée, exprime une violence située au-delà du symbole. Une différence de rien peut tout changer.

Le dernier aspect de l'effet de fronde est celui qui accompagne le parallélisme entre revenu et patrimoine. En moyenne, les

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

inégalités de revenu dans les pays européens se mesurent par un coefficient de Gini de l'ordre de 0,33, alors que pour le patrimoine il s'agit d'un coefficient de 0,66. Du côté du revenu, le décile supérieur est deux fois au-dessus du revenu médian, alors que le patrimoine du décile supérieur est quatre fois au-dessus de sa médiane respective. Les niveaux centilaires sont de 4,5 pour le revenu et de 20,7 pour le patrimoine. Le millième supérieur donne 9,8 contre 95,4. Pour le dix-millième nous passons à 21 versus 435. Puis, pour le cent-millième, 43 versus 1933. Plus la structure des inégalités est forte – et le cas du patrimoine est extrême –, plus les écarts aux sommets prennent des proportions exorbitantes.

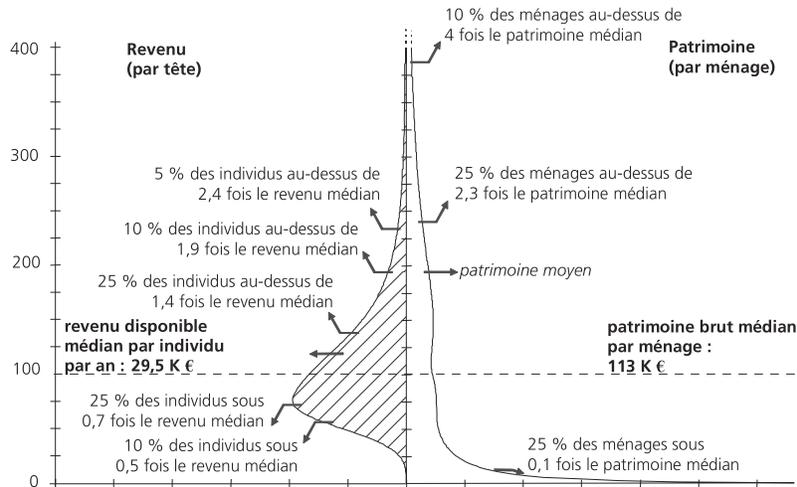
Ces rapports de niveaux de revenu et de patrimoine peuvent s'exprimer en nombre d'années d'accumulation : aux sommets, les patrimoines les plus extrêmes représentent des siècles d'accumulation de revenus extrêmes. Cet effet de fronde selon lequel aux extrêmes le rôle du patrimoine est de plus en plus puissant permet de concevoir des faits *a priori* impossibles : des patrimoines équivalant à des millénaires d'accumulation de revenus millionnaires supposent des vies à proportion, ou des dynasties industrielles étirées sur des siècles, gérant de la façon la plus scrupuleuse leurs héritages et leurs unions sur des générations – la chose existerait presque dans le VII^e arrondissement de Paris, mais ce « presque » exprime bien l'écart. En réalité, la chose n'est possible qu'en raison des revenus exceptionnels suscités par exemple par la vente d'une société rachetée en pleine phase d'expansion, ou par les plus-values longues de biens très judicieusement placés. La loterie et ses initiés côtoient ici le génie industriel et ces jeux de talents et de hasard où le gagnant raflera toute la mise.

De cet effet de fronde découle l'impression très particulière de pouvoir arrogant qui nimbe les capitales économiques des grands empires, ceux d'aujourd'hui ou d'avant-hier. Nous y visitons, réellement ou par la pensée, des palais dont le luxe se situe au-delà de ce que nous savons des revenus de leurs contemporains : la Morgan Library, la Frick Collection, les Vanderbilt houses de la Fifth Avenue, comme les vestiges du mont Palatin,

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

GRAPHIQUE 1.2

Strobiloïde du revenu et du patrimoine en Euros 2010 (100 = médiane du revenu ; 100 = médiane du patrimoine)



Note : 100 représente la médiane des revenus (respectivement : des patrimoines). Le large renflement au centre du strobiloïde des revenus permet de révéler une forte classe moyenne, située à égale distance des extrêmes. Du côté des patrimoines, il n'existe pas de classe « médiane », typique de la structure en forme d'aligot auvergnat. Source : Budget des ménages 2010 et Patrimoine 2010

les Villae Jovis et Hadriana, tout comme les lieux de pouvoir des grands empires d'aujourd'hui, expriment des ressources sans commune mesure avec les revenus tels qu'ils nous sont connus : les grandes accumulations patrimoniales sont là. Le problème des inégalités inouïes ici constituées pourrait demeurer sans importance pour le commun des mortels si la question du patrimoine se situait à l'écart, au-dehors, au-delà ou complètement au-dessus des conditions d'existence des classes moyennes. En réalité, ce patrimoine est fondamental aussi au cœur même des classes moyennes d'aujourd'hui : si les nouvelles classes moyennes salariales du XX^e siècle se sont construites dans un processus de perte de vitesse du patrimoine – dans le contexte, pour dire vite, de l'immédiat après-Seconde Guerre mondiale – et dans un idéal de

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

réalisation méritocratique de soi par le travail, le plus souvent salarié, ouvrant sur une retraite égalitaire et néanmoins confortable, la situation nouvelle signifie un complet changement, une nouvelle révolution en sens inverse. Sans patrimoine, aujourd'hui, peu de salut.

La repatrimonialisation en France

Le vertige des classes moyennes trouve ici sa source principale. Lorsque le modèle des nouvelles classes moyennes salariées était en expansion dans le contexte de développement de la société salariale, le patrimoine pouvait être considéré comme une forme résiduelle d'un passé en voie de résorption et ne jouer qu'un rôle secondaire, en dernière instance. Même s'il existait encore, il était appelé à disparaître. Les fruits du travail gagnaient alors en importance par rapport à l'accumulation patrimoniale. Ces réalités sont encore dans la mémoire de ceux qui ont connu les années 1970. Les conséquences de la reconstitution de l'accumulation patrimoniale depuis les années 1990 – que j'exposais dans *Les Classes moyennes à la dérive*¹ en comparant les strobiloïdes du revenu et du patrimoine – ont été généralisées au long de l'ouvrage de Piketty². La repatrimonialisation signifie, en particulier au sein des classes moyennes, une distorsion croissante, préalable à un écartèlement, voire une rupture de continuité, entre les classes moyennes dotées d'un substantiel patrimoine net, sans remboursement de prêts, par opposition aux autres, propriétaires endettés ou locataires, dont les conditions économiques d'existence sont d'une tout autre nature. Ce vertige des inégalités patrimoniales est un facteur important de déstabilisation des classes moyennes. Comment pouvons-nous caractériser cette nouvelle dynamique ?

1. Louis Chauvel, *Les Classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil-La République des idées, 2006.

2. Thomas Piketty, *Le Capital au xx^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

Le constat général est le suivant : en moyenne, le rapport patrimoine sur revenu – autrement dit le nombre moyen d'années d'accumulation du revenu nécessaire à la constitution du patrimoine –, après avoir chuté au ^{xx}e siècle jusqu'au point bas des années 1980, autour d'une valeur de deux ans, se rapproche aujourd'hui de six ans. Cette multiplication par trois du rapport, du fait de l'effet de fronde, prend des proportions difficiles à concevoir au sommet de la pyramide. Pour ceux qui étaient déjà détenteurs de biens patrimoniaux – ou pour les familles concernées –, cette tendance est un effet d'aubaine historiquement extraordinaire. La situation nouvelle n'est pas l'inégalité mais le passage d'un régime d'inégalités modérées à la situation qui prévalait précédemment : celle d'écart extrêmes entre ceux qui ont et les autres. Inversement, pour les nouvelles générations en cours d'acquisition de leur logement, et en particulier lorsque la parentèle n'est pas en mesure d'apporter une aide, le contexte nouveau est à la fois celui de coûts exorbitants – l'endettement prenant des proportions extrêmes, tout comme l'effort financier lié au remboursement – associés à une prise de risques considérable : toute variation des marchés immobiliers, des taux d'intérêt, ou simplement les aléas de la vie (rupture dans la carrière, divorce, décès, etc.) peuvent déstabiliser l'ensemble de l'œuvre d'une vie.

D'un point de vue empirique, pour la vie de tous les jours, la facette concrète du patrimoine relève avant tout de la propriété du logement. La part croissante de la résidence principale dans le budget des ménages, en particulier des classes moyennes, est une tendance longue dont l'accélération au cours des vingt dernières années marque notre époque. En comparaison internationale, cette tendance est confuse, et correspond à des modèles nationaux de conjoncture économique, de relations entre le secteur privé et social, ainsi qu'aux transformations de l'industrie financière. Deux paradoxes peuvent être soulignés ici. L'importance de ce besoin de logement et les masses financières mises en jeu devraient conférer à ce secteur une forte inertie, mais, au contraire, nous observons des fluctuations erratiques, une volatilité spéculative, incohérentes en comparaison internationale, comme le montrent les contrastes

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

saisissants de part et d'autre du Rhin par exemple. Le secteur du logement – l'investissement « pierre » – est la figure même de la stabilité, mais il apparaît comme aussi volatile que le reste. Le second paradoxe est celui du manque d'information sur un aspect pourtant central, d'un poids écrasant, de la vie de tous les jours. La constitution de séries longues, un peu détaillées, où nous connaîtrions la structure démographique d'âge, de diplôme ou de taille des ménages, avec en regard la qualité des biens immobiliers détenus, sur quelques décennies, relève presque de l'équation impossible.

Ces transformations exorbitantes de la structure des prix peuvent se mesurer aux indices des biens immobiliers comparés à ceux des revenus des ménages. Les données de l'*International House Price Database*, qui assemble des données nationales comparables à celles constituées par Jacques Friggit, pour le Conseil général de l'environnement et du développement durable¹, permettent de suivre sur le long terme l'indice de prix des logements. Dans cette comparaison internationale, les problèmes statistiques ne manquent pas. En particulier, la diversité géographique pose des problèmes de tyrannie de la moyenne : dans la plupart des pays étudiés ici, les biens immobiliers ont connu une dynamique contrastée entre les quartiers exclusifs des plus grandes agglomérations et les zones pauvres et reculées.

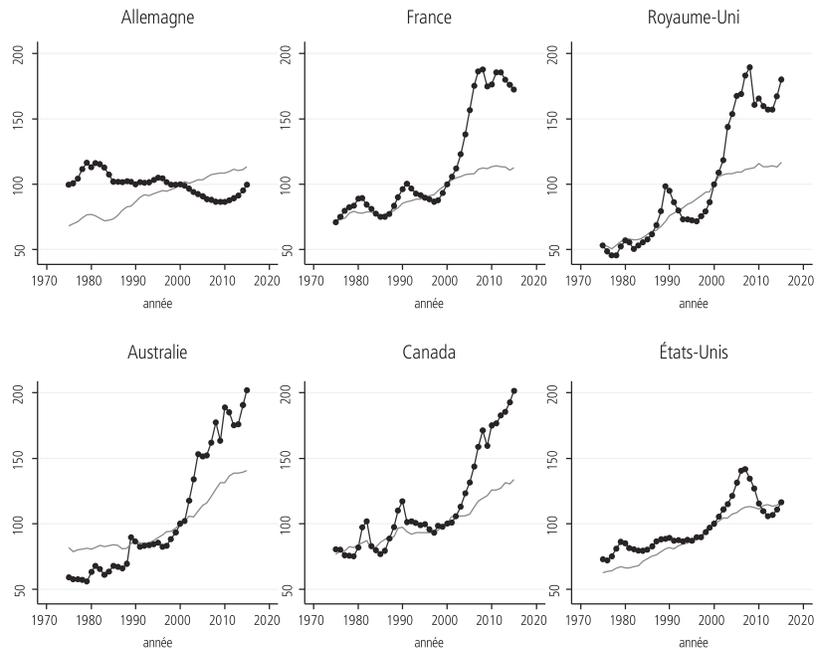
L'Allemagne, dont la pression démographique est moindre et le système financier plus orienté vers l'investissement industriel qu'en direction de la spéculation immobilière, met en évidence un indice des prix immobiliers stagnant qui dissimule un effacement de l'indice pour les régions reculées contrastant avec le renchérissement des zones économiquement les plus actives, de la Bavière et de Francfort notamment. Les dernières années montrent une ascension nouvelle. La situation est bien plus complexe aux États-Unis, où, après la crise de 2008, Manhattan a bénéficié d'un maintien de la valeur de l'indice alors que la Floride des villes

1. <www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/prix-immobilier-evolution-a-long-terme-a1048.html>.

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

GRAPHIQUE 1.3

Indice des prix des maisons (*real housing price index*) en lignes à points et indice de niveau de vie des ménages (lignes fines) dans six pays (valeur 100 en 2000)



Source : International House Price Database, Federal Reserve Bank of Dallas¹.

moyennes, par exemple, a connu des baisses jusqu'à 50 %. Alors que l'Amérique des classes populaires et intermédiaires a perdu une part considérable de son patrimoine, celle des élites a consolidé la valeur de ses biens.

Ces transformations de l'indice des prix de l'immobilier soulignent les chances divergentes de plus-values immobilières au

1. Adrienne Mack et Enrique Martínez-García, « A cross-country quarterly database of real house prices : A methodological note », Federal Reserve Bank of Dallas, Globalization and Monetary Policy Institute Working Paper n° 99, 2011.

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

cours des années récentes : nulles, jusqu'à l'aube des années 2010, pour l'Allemagne, faibles et instables aux États-Unis, considérables en France, au Royaume-Uni et dans ses anciennes dépendances, puisque des années 2000 à 2010, nous avons assisté à un quasi-doublement. Cela signifie pour les ménages structurellement propriétaires en 2000 (en moyenne, les personnes de plus de 50 ans de l'année 2000) des opportunités de plus-value longue du patrimoine d'une intensité historiquement inédite depuis le XIX^e siècle.

TABLEAU 1.2

Revenu, patrimoine et plus-values (en euros et en %), par groupes de déciles et de centiles du niveau de vie – France euros 2010

Déciles / centiles	Niveau de vie (R)	Patrimoine (P)	P/R	Patrimoines substantiels (supérieurs à 200 000)	Supplément de revenu	Supplément de revenu parmi les petits patrimoines	Supplément de revenu parmi les patrimoines substantiels
Décile 1	8 429	94 069	11,2	16 %	64 %	30 %	251 %
Décile 2	12 301	97 562	7,9	14 %	25 %	11 %	114 %
Décile 3	14 854	117 233	7,9	17 %	24 %	11 %	89 %
Décile 4	17 204	145 813	8,5	26 %	26 %	11 %	66 %
Décile 5	19 613	156 160	8,0	29 %	25 %	12 %	56 %
Décile 6	22 287	173 777	7,8	36 %	24 %	11 %	48 %
Décile 7	25 380	250 918	9,9	44 %	30 %	10 %	54 %
Décile 8	29 521	257 977	8,7	51 %	27 %	10 %	44 %
Décile 9	36 387	357 025	9,8	67 %	30 %	10 %	41 %
Centile 90-95	47 765	543 984	11,4	83 %	36 %	8 %	41 %
Centile 96-99	70 763	881 678	12,5	87 %	38 %	6 %	43 %
Centile 100	192 835	3 081 388	16,0	94 %	51 %	4 %	54 %

Source : « Eurosystem Household Finance and Consumption Survey », HFCS, 2010.

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

Elles signifient aussi autre chose, une fois comparées à l'indice du revenu des ménages : pour les ménages tardivement propriétaires, ce qui est plus général pour les générations de moins de quarante ans sur cette période, il conviendra de travailler deux fois plus longtemps pour acheter le même bien. Un scénario qui n'est pas encore écrit, mais il ne faut pas être prophète pour déchiffrer ces lignes dans le livre de la société de demain, est que les acquéreurs des années 2005 et suivantes pourraient s'être lourdement endettés pour connaître au bout du compte des plus-values moins favorables.

Ce doublement des tailles moyennes des patrimoines français au cours de la décennie 2000 est confirmé par les Enquêtes Patrimoine de l'Insee ; sa cause principale n'est pas un supplément d'épargne mais simplement la hausse considérable des prix de l'immobilier qui a rehaussé la valeur des biens des possesseurs. Est-il possible de quantifier au cours des années récentes les conséquences en termes de revenu de l'expansion massive de la valeur des patrimoines ? Une solution à cette question est de comparer aux revenus réels les plus-values sur dix ans. Il s'agit de répartir ainsi sur dix années la moitié du patrimoine constaté en 2010.

À l'exception du décile le plus bas¹, nous reconnaissons ici aussi l'effet de fronde : le ratio P/R croît au long de l'échelle de revenus, comme les détenteurs de patrimoine et le pourcentage de revenus supplémentaires représentés par les plus-values du patrimoine des années 2000. Les classes moyennes ne sont certes pas centrales dans l'accumulation patrimoniale – structurellement la chose est impossible –, mais il reste qu'au sein des déciles centraux de la distribution, l'apport représenté par les plus-values du patrimoine suscite une distorsion majeure entre les titulaires d'un patrimoine significatif et ceux qui n'ont pas grand-chose : ces plus-values sur dix ans représentent un supplément de revenu

1. Dont quelques membres peuvent soutenir un niveau de consommation décent alors que leurs revenus sont très faibles grâce au support d'un petit patrimoine, comme c'est le cas pour certains artisans, commerçants ou agriculteurs.

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

implicite de l'ordre de 25 % pour les déciles intermédiaires, ce qui est déjà considérable. Avec plus de détail, pour les seuls propriétaires d'un patrimoine de plus de 200 000 euros, ces plus-values sur dix ans ont représenté un apport implicite correspondant à la moitié de leur revenu. Les plus-values liées notamment à l'envolée des prix de l'immobilier ont représenté un supplément implicite de ressources véritablement considérable. Au sein des classes moyennes, ces plus-values ont eu un effet sensible, et représentent une distorsion majeure entre les propriétaires et les autres.

Cette distorsion dissimule bon nombre de chausse-trappes conceptuelles, mais aussi existentielles. D'abord, les ressources dont il s'agit sont virtuelles, leurs heureux bénéficiaires n'ayant en général aucune conscience du phénomène – il peut même s'agir d'un souci fiscal pour ceux qui revendront trop tôt pour bénéficier d'exemptions de cette plus-value, et pire encore pour ceux qui se découvrent redevables de l'impôt sur la fortune. Ensuite, il suffit de peu pour que le balancier fasse marche arrière – comme ce fut le cas aux États-Unis après 2008 – pour réduire à néant l'aubaine d'hier. Enfin, l'épée de Damoclès du retournement menace l'ensemble de ceux qui, massivement endettés auprès de leur banque, ont acheté au prix fort un bien dont la valeur au long terme – même bien avant – pourrait avoir été surestimée de beaucoup. Il n'est pas ici de bonheur sans partage.

Cette émergence nouvelle du patrimoine comme élément central, stratégique, du bilan financier des ménages, et de leur vie de tous les jours, forme la facette plus évidente de la dynamique de repatrimonialisation. C'est là un paramètre nouveau, inattendu, susceptible de remettre en cause la structure de la société de classes moyennes salariées telle qu'elle se construisait dans les années 1970. Certains verront ici une attitude paradoxale, intrinsèquement pleurnicharde : souligner que le doublement de la valeur des patrimoines dans les années 2000 représente un dangereux facteur d'appauvrissement, un risque nouveau de déclassement, de déstabilisation de l'édifice social, voilà une étrange posture. D'autres n'y verront que de bonnes choses. Ce n'est peut-être pas le cas des agrégés de l'enseignement secondaire pour qui une

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

année de salaire représentait l'équivalent de 9 mètres carrés dans le Paris du début des années 1980, et moins de 3 aujourd'hui.

Comment cette progression patrimoniale peut-elle être en même temps un facteur aggravant du vertige ? En réalité, l'intégration de ces plus-values est d'une importance considérable pour l'analyse des inégalités économiques. Du point de vue du coefficient de Gini, qui se situe autour de 0,335 lorsque l'on considère les données de l'*Eurosystem Household Finance and Consumption Survey* (EU-HFCS), les inégalités françaises sont stables, et presque immuables dans les données du *Luxembourg Income Study* (LIS). Si maintenant nous considérons l'effet des plus-values des années 2000 mentionnées ci-dessus, le coefficient de Gini français passe à 0,378 : ce bond de 4,3 points de base représente un choc comparable par son intensité à celui du néolibéralisme américain ou britannique dans les années 1980. En agissant en toute discrétion, d'une façon virtuelle, il n'a pas suscité les mêmes commentaires politiques.

Ces transformations ont déjà été explorées selon deux axes¹. Le premier insiste sur l'architectonique particulière du patrimoine où, contrairement au revenu, nous ne trouvons pas de classe médiane, mais une polarisation extrême entre ceux qui ont réellement quelque chose et ceux qui n'ont vraiment rien. Le second montre l'intensité des tendances mondiales récentes de l'extension du rapport patrimoine sur revenu, dont la conséquence ultime est la reformation d'une classe d'héritiers-rentiers, économiquement séparée du sort de ceux qui doivent continuer à travailler pour vivre.

Il reste que la repatrimonialisation ne se trouve pas simplement dans la poche des ménages. La notion est bien plus riche en termes de théorie des sciences sociales. Elle signifie un handicap croissant pour ceux qui n'ont que leur salaire, mais aussi le rétablissement de modèles dynastiques de familles, où la gestion du patrimoine hérité est une dimension structurante de la relation

1. L. Chauvel, *Les Classes moyennes à la dérive*, op. cit. ; T. Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, op. cit.

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

intergénérationnelle. Elle est bien plus encore : elle rappelle que l'établissement de l'État-providence complexe et étendu¹ dont nous avons hérité signifiait la « démarchandisation » (le retrait du marché comme institution centrale de répartition des ressources), la « défamilialisation » (l'apparition de nouvelles formes d'accès, en particulier pour les jeunes, à l'autonomie – souvent par l'entrée précoce sur le marché du travail à travers un emploi stable), puis ultérieurement la « dégenderisation » (le principe d'autonomie permettant progressivement aux femmes de s'émanciper du statut de mère dépendante d'un chef de ménage mâle, assignée à la sphère domestique, ultimement de façon à réduire les différences socio-économiques fondées sur le sexe), et qu'il avait été fondé en outre sur une profonde dynamique de « dépatrimonialisation ». Il ne s'agit pas simplement de la séparation des droits à retraite de la disponibilité ou non d'un stock d'épargne préalable. C'est aussi une séparation des grands objectifs de l'économie sociale et publique des capacités des grandes puissances financières privées.

La dépatrimonialisation signifiait aussi la nationalisation de grandes entreprises précédemment familiales, la réduction du rôle des fondations privées dominées par des notables, la fin programmée du paternalisme comme mode de solidarité et d'encadrement social dans les grands sites industriels familiaux. Plus encore, elle allait de pair avec la réduction des effets dynastiques au sein même des appareils de l'État. La méritocratie scolaire des concours publics a été une tentative momentanément fructueuse de sortie du patrimonialisme comme type traditionnel d'organisation de l'État, fondé sur des charges susceptibles d'être transmises aux enfants. Les « deux cents familles » propriétaires de la Banque de France jusque dans l'entre-deux-guerres relèvent de cette réalité. La dissymétrie du pouvoir et le détournement de l'intérêt public par une oligarchie

1. Gøsta Esping-Andersen, *Les Trois Mondes de l'État-providence*, trad. François-Xavier Merrien *et al.*, Paris, PUF, 1999 [1990]; Gøsta Esping-Andersen et Bruno Palier, *Trois leçons sur l'État-providence*, Paris, Seuil-La République des idées, 2008.

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

ou une ploutocratie a trouvé ici son exemple le plus évident. La dépatrimonialisation qui s'est opérée dans les années de la Libération et la Reconstruction a connu de vrais succès. Il reste que l'essoufflement de cette dynamique est à l'œuvre, préalable à une inversion tendancielle. La dépatrimonialisation n'a plus guère le soutien du peuple qui ne dénonce plus l'héritage. La dynamique des nouveaux pays émergents, acteurs centraux de la globalisation, est la plupart du temps fondée sur un capitalisme familial et de réseaux domestiques étendus, internationaux, compatibles avec un néopatrimonialisme globalisé propice à l'émergence d'une nouvelle norme mondiale d'accession aux élites. Il convient donc de s'interroger sur l'avenir.

Max Weber faisait du patrimonialisme un modèle archaïque, sans avenir dans le capitalisme rationnel. Il reste que ce patrimonialisme familial a ses raisons que le calvinisme peine à saisir. L'établissement de réseaux de confiance capables d'exploiter les opportunités internationales situées en deçà ou au-delà du droit et des régulations est une ressource que la rationalité bureaucratique ne peut appréhender efficacement. La repatrimonialisation est un élément parmi d'autres du reflux de l'étatisme providentialiste. Le redéploiement du patrimonialisme, même sous des formes nouvelles, signifie de façon ultime le retour et la domination nouvelle des familles possédantes au sein même de l'appareil d'État. C'est une prophétie, mais les familles patrimoniales ont assez d'enfants cognitivement doués et entraînés, en attente d'un héritage qui ne saurait advenir avant la soixantaine d'années, pour fournir aux sommets de l'État une population de grands commis d'une certaine efficacité, qui pourraient le moment venu représenter de bons relais d'information et d'expertise, sinon d'influence dans les couloirs idoines. La perspective politique pour la verticale du pouvoir socio-économique est elle aussi assez vertigineuse.

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

Les paradoxes de l'inégalité et de la mobilité

L'inégalité extrême peut donner lieu à des configurations très différentes en matière de mobilité sociale, sous des formes souvent violemment paradoxales. La stabilité immuable du monde pharaonique est évidente quoique difficile à mesurer. La reproduction incestueuse au sommet du système est une manière d'assurer une forme de pérennité absolue de la stratification ; en réalité, celle-ci vole en éclats à chaque changement de dynastie, qui révèle les tensions dissimulées sous les apparences. Le cas romain y est opposé : les grandes incertitudes au sommet – les successeurs sont rarement les fils des prédécesseurs, ou, lorsque c'est le cas, ce sont plus souvent des fils adoptifs que génétiques – vont de pair avec une relative stabilité de l'ordre sénatorial qui reste le vivier des élites. L'inégalité extrême suscite tout à la fois d'imprédictibles loteries pour accéder aux cimes, mais d'évidentes barrières de classe en deçà.

Dans les sociétés modernes, les paradoxes sont d'une autre nature : la mobilité sociale extrême que l'on attribue par exemple à la société américaine, qui renvoie dans l'imaginaire à un pays d'opportunités ouvertes à tous les talents, pourvu qu'ils s'en donnent la peine, semble dissimuler une forte immobilité économique d'une génération à l'autre. C'est ce que Miles Corak appelle la « courbe de Gatsby le Magnifique » (*the Great Gatsby Curve*) : en comparaison internationale, la reproduction du père au fils des inégalités de rétribution individuelle est fortement corrélée au coefficient de Gini du pays¹ ; la forte mobilité que l'on repère dans les pays nordiques contraste avec la forte reproduction socio-économique des États-Unis. D'autres variantes, comme la reproduction mère-fille, sont analysées de la même façon et

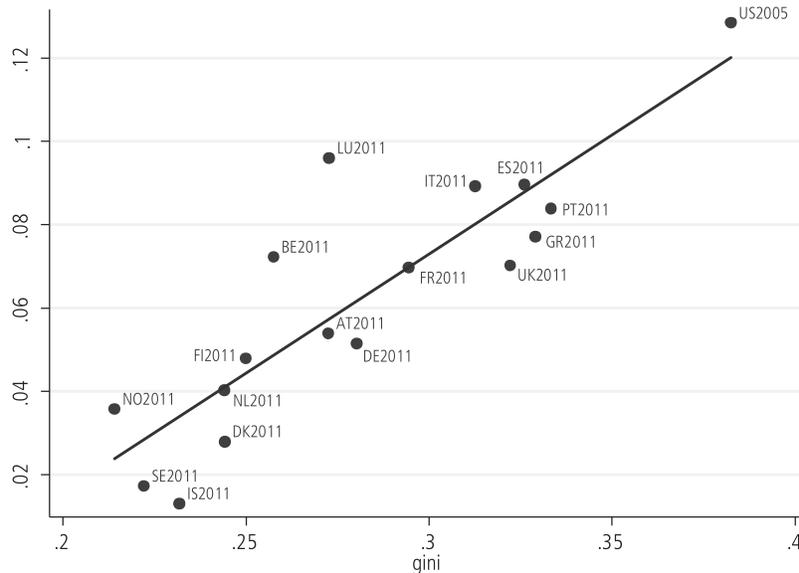
1. Louis Chauvel et Anne Hartung, « More inequality, more viscosity ? Inter-generational mobility in international comparison », document de travail présenté au congrès annuel de Population Association of America, Washington DC, 2016. <<https://paa.confex.com/paa/2016/meetingapp.cgi/Paper/6597>>.

LE VERTIGE DES INÉGALITÉS

produisent des résultats similaires. Cette reproduction est mesurée par l'« élasticité » du revenu, c'est-à-dire par la pente de la régression du logarithme des salaires des fils par celui des pères : alors, un pourcentage α des inégalités de rétributions entre fils provient de celle des pères. Dans un travail récent¹, nous avons standardisé et généralisé l'idée d'élasticité à la position relative sur l'échelle socio-économique des parents et des enfants.

GRAPHIQUE 1.4

Élasticité généralisée (logitrans) mesurant l'intensité de la reproduction socio-économique intergénérationnelle et coefficient de Gini. $R^2=76\%$



Source : EU-Silc 2011 et US-PSID 2003-2007. Le coefficient de Gini calculé selon les enquêtes des pays respectifs.

1. Miles Corak, « Income inequality, equality of opportunity, and intergenerational mobility », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 27, n° 3, 2013, p. 79-102.

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT

Ce travail confirme la relation générale selon laquelle plus les pays sont inégaux, plus les enfants ont tendance à y occuper une position socio-économique proche – en termes de rang relatif – de celle des parents. Mais le paradoxe veut que, comme les pays inégaux ont une verticale plus étirée que les autres, l'impression de mobilité (en termes de pourcentage de variation du revenu) y est plus élevée aussi : les barrières sont plus étanches, mais étant plus espacées, les mouvements y sont plus amples.

C'est un symptôme plus que la démonstration définitive de la causalité immédiate entre des inégalités plus fortes et une reproduction sociale intergénérationnelle plus rigide. Si tel devait être le cas, l'expansion des inégalités économiques, soutenues en particulier par le patrimoine, nous entraînerait dans un monde où la méritocratie serait progressivement remplacée par la loterie de la naissance dans une famille riche ou pauvre.